

No. 23996



**FRANCE
and
ALGERIA**

**Agreement concerning co-operation in the field of education
for Algerian students in France (with annex). Signed at
Algiers on 1 Decemher 1981**

Authentic texts: French and Arabic.

Registered by France on 12 March 1986.



**FRANCE
et
ALGÉRIE**

**Accord relatif à la coopération dans le domaine de l'ensei-
gnement à l'intention des élèves algériens en France
(avec annexe). Signé à Alger le 1^{er} décembre 1981**

Textes authentiques : français et arabe.

Enregistré par la la France le 12 mars 1986.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE RELATIF À
LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT
À L'INTENTION DES ÉLÈVES ALGÉRIENS EN
FRANCE

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire,

Désireux d'approfondir la compréhension entre les peuples français et algérien et d'élargir la coopération entre les deux pays,

Considérant que l'enseignement du français en Algérie et de l'arabe en France, sont de nature à favoriser les échanges souhaités entre civilisations,

Convaincus que le maintien des enfants vivant à l'étranger, dans la connaissance de leur culture, constitue un facteur essentiel d'épanouissement de leur personnalité et d'adaptation à leur milieu de vie, ainsi qu'un moyen important facilitant leur réinsertion dans leur société d'origine,

Sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I. ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE

Article 1. Il sera organisé à l'intention des élèves algériens inscrits dans les écoles françaises un enseignement complémentaire spécifique fondé sur l'étude de leur langue nationale et la connaissance de leur pays et de leur civilisation.

Article 2. Cet enseignement qui sera dispensé indistinctement le matin ou l'après-midi pour assurer le plein emploi du corps enseignant, est intégré à l'horaire officiel des programmes français sur la base d'un volume horaire minimum de trois heures. Cet horaire fera l'objet d'une révision progressive dans le cadre des travaux du comité mixte prévu à l'article 47.

Article 3. A l'initiative des autorités algériennes, des cours de langue arabe et de civilisation ainsi que des activités éducatives extra-scolaires peuvent être dispensés dans les écoles françaises en dehors des heures de classe. Les autorités françaises s'engagent à faciliter l'organisation de ces cours et de ces activités.

Article 4. Les programmes, les manuels et moyens didactiques propres à l'enseignement spécifique sont établis par les autorités algériennes compte tenu des objectifs assignés à l'article 1 et de la nécessité de favoriser dans le respect des principes généraux de l'Éducation Nationale française une bonne intégration de l'enseignement spécifique dans le système scolaire d'accueil.

Article 5. Les matières dispensées dans le cadre de l'enseignement spécifique donnent lieu à des contrôles au même titre que les autres disciplines. Les résultats acquis par les élèves dans les disciplines de l'enseignement spécifique sont pris en compte dans l'appréciation générale de leur travail scolaire.

¹ Entré en vigueur à titre provisoire le 1^{er} décembre 1981 par la signature, et à titre définitif le 18 avril 1983 par l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Paris, conformément à l'article 18.

Article 6. La liste des écoles concernées sera arrêtée et mise à jour annuellement par le Comité Mixte prévu à l'article 17 à partir d'une étude conjointe.

Article 7. Dans le cadre de l'enseignement spécifique, les enseignants sont intégrés dans l'équipe éducative de l'école. A ce titre, ils sont soumis aux règles de fonctionnement en vigueur dans les écoles où ils exercent.

Article 8. Les autorités pédagogiques des deux pays procèdent, chacune en liaison avec l'autre, à l'animation et au contrôle des enseignants chargés de l'enseignement spécifique.

TITRE II. ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Article 9. Dans le cycle secondaire, les élèves algériens seront incités à choisir leur langue nationale au titre de la première langue ou du moins de la seconde langue étrangère, les programmes et instructions prenant en compte les acquis et connaissances de ces élèves.

Article 10. A l'initiative des autorités algériennes et à l'intention des élèves algériens qui n'auraient pu bénéficier des dispositions de l'article 9, des cours de langue arabe et de civilisation seront organisés dans les établissements secondaires en dehors des heures de classe.

TITRE II. PERSONNEL ENSEIGNANT

Article 11. Les personnels chargés des enseignements visés aux articles 1-3 et 10 seront recrutés et rémunérés par le gouvernement algérien. Ils seront affiliés au régime algérien de Sécurité Sociale. Ils bénéficieront des dispositions relatives au détachement prévu par l'article 15 de la Convention franco-algérienne de Sécurité Sociale du 1^{er} octobre 1980¹.

Article 12. Le gouvernement français donnera aux enseignants algériens l'aide et la protection qu'il accorde à ses propres agents.

Article 13. Les personnels algériens recrutés dans le cadre de cet accord seront dotés d'un certificat de résidence valable deux ans, conformément au titre IV de l'accord du 27 décembre 1968 relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leur famille.²

TITRE IV. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 14. Les autorités algériennes pourront procéder sur le territoire français à l'organisation des examens et à la délivrance des diplômes algériens. Les autorités françaises accorderont à cet effet les facilités nécessaires, notamment la disposition des salles d'examen.

Article 15. Les deux pays s'engagent à se prêter un mutuel appui dans les domaines de la documentation et de la formation pédagogiques. A cet égard, pourront être élaborés en particulier des programmes communs de recherche relatifs notamment à l'enseignement complémentaire spécifique prévu aux articles 1 et 10 du présent accord.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1298, p. 25.

² *Ibid.*, vol. 677, p. 339.

Article 16. Les manuels et les documents pédagogiques (cartes, films éducatifs pour l'enseignement spécifique) pourront être importés en franchise selon une procédure figurant en annexe 1.

Article 17. Un comité mixte sera chargé de veiller à la bonne mise en œuvre du présent accord et d'apporter des solutions aux problèmes posés. Il se réunira deux fois par an alternativement en France et en Algérie. La désignation des membres de ce comité sera faite par chacun des deux gouvernements.

Article 18. Le présent accord sera appliqué provisoirement dès le jour de sa signature; il entrera en vigueur lors de l'échange des instruments de ratification.

FAIT à Alger, le 1^{er} décembre 1981 en double exemplaire chacun, en français et en arabe, les deux textes faisant également foi.

Pour le gouvernement
de la République Française :

[Signé]

JEAN-MARIE MERILLON

Pour le gouvernement
de la République Algérienne
Démocratique et Populaire :

[Signé]

SAADEDINE BENOUNICHE

ANNEXE

Les livres et matériels didactiques en langue arabe destinés aux enseignements spécifiques en langue nationale mis en place par les autorités algériennes soit dans le cadre du tiers temps pédagogique des écoles soit en dehors des horaires normaux dans les établissements scolaires français (écoles ou établissements secondaires) sont admis en dispense de droits et taxes d'importation.

L'octroi de ce régime est subordonné pour chaque opération au dépôt préalable d'une demande signée par le responsable de l'organisme centralisateur qui sera désigné d'un commun accord à cet effet.

Cette demande doit indiquer la répartition des livres et matériels par enseignements destinataires et comporter l'engagement de les acheminer sur la destination déclarée.

D'autre part, les livres concernés sont inscrits dans la « comptabilité matière » de l'établissement scolaire d'accueil au sein duquel l'enseignement est mis en place. Les livres demeurent la propriété de l'Etat Algérien jusqu'au moment où ils sont, le cas échéant, remis contre décharge aux familles intéressées.

Les livres et matériels ayant bénéficié de ces exonérations ne peuvent être ni cédés, ni prêtés à d'autres personnes qu'aux élèves à titre gratuit ou onéreux sans accord préalable des administrations nationales compétentes.

ملحق

تعفى من حقوق ورسوم الاستيراد الكتب ومعدات التعليم باللغة العربية الموجهة الى انماط التعليم الخاص باللغة الوطنية الذى تقيمه السلطات الجزائرية اما في اطار الوقت التربوى المعين لهذا الغرض في المدارس وخارج اوقات الدراسة العادية في المؤسسات التعليمية الفرنسية (مدارس او مؤسسات التعليم الثانوى) .

ويشترط في منح هذا النظام بالنسبة الى كل عطية ان يودع سلفا لهذا الغرض طلب موقع من مسؤول الهيئة المركزية التي ستعين باتفاق مشترك لهذه الغاية .

يجب ان يذكر في هذا الطلب توزيع الكتب المعدات حسب انماط التعليم الموجهة اليها ، وان يتضمن التزاما بانفاذها الى الوجهة المعلنه .

ومن ناحية اخرى تسجل الكتب المعنية في حساب العادة التابع للمؤسسة التعليم المستقبلية التي يجرى فيها التعليم المذكور وتبقى الكتب ملكا للدولة الجزائرية الى ان تسلم عند الاقتضاء لقاء شهادة براءة الذمة الى العائلات المعنية .

لا يجوز ان يتنازل عن الكتب والمعدات التي تستفيد من هذه الاعفاءات ولا ان تعار الى اشخاص آخرين غير التلاميذ سواء كان ذلك مجانا ام بمقابل مالي دون موافقة مسبقة من الادارات الوطنية المختصة .

- المادة (15) - يتعهد البلدان بتبادل التعاون في مجالات الامداد بالوثائق والتكوين التربوي . ويمكن بهذا الشأن ان توضع برامج بحوث مشتركة تتعلق خاصة بالتعليم الخاص المنصوص عليه في المادتين الاولى والماشرة من هذا الاتفاق .
- المادة (16) - يمكن استيراد الكتب المدرسية والوثائق التربوية (من خرائط وافلام تربوية للتعليم الخاص) بدون رسوم جمركية طبقا لاجراء موضح في الطحوق (1) .
- المادة (17) - تكلف لجنة مختلطة بالسهر على حسن تطبيق هذا الاتفاق وايجاد الحليل للمشاكل التي يمكن ان تنشأ . وتجتمع هذه اللجنة مرتين في السنة مرة في الجزائر ومرة في فرنسا . وتقوم كل من الحكومتين بتعيين اعضاء هذه اللجنة .
- المادة (18) يبدأ تطبيق هذا الاتفاق مؤقتا من يوم التوقيع عليه ويدخل حيز التنفيذ عند تبادل وثائق المصادقة .

1 ديسمبر 1981
حرر في الجزائر بتاريخ
في نسختين بالعربية والفرنسية ويتساوى
النصان في القوة القانونية .

عن حكومة الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

عن حكومة الجمهورية
الفرنسية

الباب الثاني : التعليم الثانوي

المادة (9) - يدعى التلاميذ الجزائريون في مرحلة التعليم الثانوي الى اختيار لغتهم الوطنية كلفة اجنبية اولى او على الاقل كلفة ثانية ، على ان تراعي البرامج والتوجيهات مكاسب التلاميذ ومعارفهم .

المادة (10) - تنظم للتلاميذ الجزائريين الذين لم يستفيدوا من تدابير المادة (9) دروس في اللغة العربية والحضارة في المؤسسات الثانوية خارج ساعات الدراسة ، وذلك بمبادرة من السلطات الجزائرية .

الباب الثالث : موظفي التعليم

المادة (11) - توظف الحكومة الجزائرية وتدفع رواتب المدرسين المكلفين بالتعليم المشار اليه في المواد 1 و3 و10 ويكونون تابعين لنظام الضمان الاجتماعي الجزائري ويستفيدون من الترتيبات المتعلقة بالانتداب المنصوص عليه في المادة 15 من الاتفاقية الجزائرية الفرنسية الخاصة بالضمان الاجتماعي المبرمة في اول اكتوبر 1980 .

المادة (12) - توفر الحكومة الفرنسية للمدرسين الجزائريين ما توفره من المساعدة والحماية للموظفين الفرنسيين .

المادة (13) - يمنح المدرسون الجزائريون الذين يوظفون في اطار هذا الاتفاق شهادة اقامة لمدة سنتين طبقا للباب الرابع من اتفاق 27 ديسمبر 1968 المتعلق بتنقل وتشغيل واقامة الرعايا الجزائريين واسرهم في فرنسا .

الباب الرابع : احكام عامة

المادة (14) - يمكن للسلطات الجزائرية ان تقوم بتنظيم امتحانات وتسليم شهادات جزائرية في فرنسا . وتقدم السلطات الفرنسية التسهيلات الضرورية لذلك وخاصة بوضع قاعات الامتحان تحت تصرفها .

المادة (2) - يمنح هذا التعليم في حصص صباحية او مسائية على السواء لضمان التشغيل الكامل لهيئة المعلمين ودمج في التوقيت الرسمي المحدد للبرامج الفرنسية على اساس توقيت ادنى لا يقل عن ثلاثة ساعات. ويراجع هذا التوقيت بالتدرج في اطار اعمال اللجنة المختلطة المنصوص عليها في المادة 17 .

المادة (3) - يمكن بمبادرة من السلطات الجزائرية ان تلقى في المدارس الفرنسية دروسا في اللغة العربية والحضارة وان تنظم نشاطات تربوية اضافية خارج ساعات التعليم وتتعهد السلطات الفرنسية بتسهيل وتنظيم هذه الدروس والنشاطات.

المادة (4) - تتكفل السلطات الجزائرية بوضع البرامج واعداد الكتب المدرسية والوسائل التعليمية المتعلقة بالتعليم الخاص مع مراعاة الاهداف المحددة في المادة الاولى اعلاه ، وضرورة حسن انسجام التعليم الخاص مع النظام المدرسي المستقبلي وهذا في اطار احترام المبادئ العامة التي تقوم عليها التربية الوطنية الفرنسية .

المادة (5) - تجرى المراقبة في مواد التعليم الخاص على النحو الذي تجرى به في المواد الاخرى وتتخذ النتائج التي يحصل عليها التلاميذ في هذه المواد بعين الاعتبار في التقدير العام لمعلمهم المدرسي .

المادة (6) - تضبط اللجنة المختلطة المنصوص عليها في المادة 17 قائمة المدارس المعنية بالامر وتستوفيها في كل سنة على اساس دراسة مشتركة .

المادة (7) - في اطار التعليم الخاص ، يتم ضم المعلمين الى هيئة معلمي المدرسة وهم بهذه الصفة يخضعون لقواعد التسيير المعمول بها في المدارس التي يعملون بها .

المادة (8) - تقوم السلطات التربوية من البلدين بكل بالاتصال من الأخرى بتنشيط ومراقبة المعلمين المكلفين بالتعليم الخاص .

[ARABIC TEXT — TEXTE ARABE]

اتفاقية بين حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة
الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية حول التعاون
في مجال تعليم التلاميذ الجزائريين
بفرنسا

اتفاقية

اتفاقية بين حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية حول التعاون في مجال تعليم التلاميذ الجزائريين
بفرنسا .

=====

ان حكومة الجمهورية الفرنسية وحكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية
الشعبية .
رغبة منها في تعميق التفاهم بين الشعبين الفرنسي والجزائري وتوسيع
التعاون الثقافي بين البلدين .
واعتبارا بأن تعليم اللغة العربية في فرنسا ، وتعليم اللغة الفرنسية
في الجزائر من شأنه ان يشجع التبادل المرجو بين الحضارتين .
وايماننا من ان الحفاظ على معرفة الاطفال الذين يعيشون خارج
بلادهم لثقافتهم يشكل عاملا اساسيا لتفتح شخصيتهم وانسجامهم
في الوسط الذي يعيشون فيه ، كما أنه يشكل وسيلة عامة تيسر اندماجهم
في مجتمعهم الاصلي قد اتفقتا على الاجراءات التالية :

الباب الاول : التعليم الابتدائي

المادة (1) - ينظم لفائدة التلاميذ الجزائريين المسجلين في المدارس الفرنسية
تعليم تكميلي خاص يقوم على اساس دراسة لغتهم الوطنية ومعرفتهم
ببلادهم وحضارتهم .

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S
DEMOCRATIC REPUBLIC OF ALGERIA CONCERNING CO-
OPERATION IN THE FIELD OF EDUCATION FOR ALGERIAN
STUDENTS IN FRANCE

The Government of the French Republic and the Government of the People's Democratic Republic of Algeria,

Desiring to increase understanding between the French and Algerian peoples and to expand co-operation between the two countries,

Considering that the teaching of French in Algeria and of Arabic in France are likely to promote the desired exchanges between civilizations,

Convinced that, for children living abroad, a continuing acquaintance with their culture constitutes an essential factor for the full development of their personality and for adaptation to their surroundings, and is also an important means of facilitating reintegration into their society of origin,

Have agreed on the following provisions:

TITLE I. ELEMENTARY EDUCATION

Article 1. For Algerian students enrolled in French schools, special supplementary instruction shall be organized, based on the study of their national language and knowledge of their country and civilization.

Article 2. This instruction, which may be given either in the morning or in the afternoon so as to ensure the full use of the teaching staff, shall form part of the official French academic timetable, based on a minimum scheduled amount of three hours. This schedule shall be under progressive review within the framework of the activities of the Mixed Committee provided for in article 17.

Article 3. At the initiative of the Algerian authorities, courses in the Arabic language and civilization and extracurricular educational activities may be offered in French schools outside of the regular classroom hours. The French authorities undertake to facilitate the organization of these courses and activities.

Article 4. The curricula, textbooks and teaching materials appropriate to the special instruction shall be established by the Algerian authorities, account being taken of the objectives set forth in article 1 and the need to promote, in consideration of the general principles of French national education, an appropriate integration of the special instruction into the basic school system.

Article 5. The subject-matter taught within the framework of the special instruction shall be monitored in the same way as in the other disciplines. The results obtained by the students in the subjects taught under the special

¹ Came into force provisionally on 1 December 1981 by signature, and definitively on 18 April 1983 by the exchange of the instruments of ratification, which took place at Paris, in accordance with article 18.

instruction programmes shall be taken into account in the general evaluation of their academic work.

Article 6. The list of schools involved shall be determined and updated annually by the Mixed Committee provided for in article 17 on the basis of a joint study.

Article 7. Within the framework of the special instruction, the teachers shall be integrated into the teaching staff of the school. As staff members, they shall be subject to the administrative rules in force in the schools where they work.

Article 8. The education authorities of the two countries shall, in liaison with each other, provide guidance for and monitor the teachers responsible for the special instruction.

TITLE II. SECONDARY EDUCATION

Article 9. During the secondary cycle, Algerian students shall be encouraged to choose their national language as a first foreign language or at least as a second foreign language. The curricula and teaching shall take into account the attainments and knowledge of these students.

Article 10. At the initiative of the Algerian authorities, courses in the Arab language and the Arab civilization shall be organized in secondary schools outside of the regular classroom hours for Algerian students who are unable to benefit from the provisions of article 9.

TITLE III. TEACHING PERSONNEL

Article 11. The personnel responsible for the courses referred to in articles 1 to 3 and article 10 shall be recruited and remunerated by the Algerian Government. They shall be affiliated with the Algerian social security scheme. They shall benefit from the provisions relative to assignment contained in article 15 of the French-Algerian General Convention on social security of 1 October 1980.¹

Article 12. The French Government shall accord to the Algerian teachers the same assistance and protection that it grants to its own agents.

Article 13. Algerian personnel recruited within the framework of this Agreement shall be provided with a residence certificate, valid for two years, in conformity with article 4 of the Agreement concerning the Movement, Employment and Residence of Algerian Nationals and their Families in France of 27 December 1968.²

TITLE IV. GENERAL PROVISIONS

Article 14. The Algerian authorities may proceed in French territory to organize examinations and award Algerian diplomas. The French authorities shall provide the necessary facilities for that purpose, in particular by making examination rooms available.

Article 15. The two countries undertake to assist each other in the areas of educational documentation and training. In this connection, joint research

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1298, p. 25.

² *Ibid.*, vol. 677, p. 339.

programmes may, in particular, be drawn up, relating, *inter alia*, to the special supplementary instruction provided for in articles 1 and 10 of this Agreement.

Article 16. The educational textbooks and documents (maps, educational films for special instruction programmes) may be imported duty-free according to the procedure set forth in annex 1.

Article 17. A Mixed Committee shall be responsible for ensuring the proper implementation of this Agreement and for finding solutions to any problems that may arise. It shall meet twice a year alternately in France and in Algeria. The appointment of members of this Committee shall be made by each of the two Governments.

Article 18. This Agreement shall be applied provisionally from the date of its signature. It shall enter into force upon the exchange of the instruments of ratification.

DONE at Algiers on 1 December 1981, in duplicate, in the French and Arabic languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

JEAN-MARIE MERILLON

For the Government
of the People's Democratic
Republic of Algeria:

[Signed]

SAADEDINE BENOUNICHE

ANNEX

The educational books and materials in the Arabic language intended for special instruction in the national language and established by the Algerian authorities either within the framework of the regular academic timetable or outside of the normal hours of French academic establishments (primary or secondary schools) shall be imported free of all import duties and taxes.

The granting of this régime shall be contingent, in each case, on the prior submission of a request signed by the head of the central authority which shall be designated by mutual agreement for that purpose.

This request must indicate the distribution of books and materials by course and must include a commitment to forward them to the stated destination.

Furthermore, the books concerned shall be included in the "materials accounting records" of the receiving academic establishment within which the instruction is set up. The books shall remain the property of the Algerian State until such time as they are delivered, where appropriate, to the families concerned, against a receipt.

The books and materials benefiting from these exemptions may be neither given nor lent, free of charge or in return for payment, to any persons other than the pupils without the prior agreement of the competent national administrations.
